

UN SERVICE PUBLIC, PAS UNE ENTREPRISE

Le Département organise les solidarités au quotidien, à chaque âge de la vie. Des missions essentielles qui incombent à ses agents de l'Aide à l'Enfance (ASE), de la Protection Maternelle et Infantile (PMI), des Centres Médico-Sociaux (CMS), de la Maison des Personnes Handicapées (MDPH) etc...

Il n'aura échappé à personne que la situation sociale se dégrade ici plus qu'ailleurs. Le chômage s'enkyste, les précarités explosent, les difficultés éducatives, celles liées au logement, à la santé, à la perte d'autonomie se développent et se diversifient.

1 seinomarin sur 10 (33 % des jeunes) vit désormais en dessous du seuil de pauvreté. Et comme la population augmente, il ne faut pas être sorti de Saint-Cyr pour considérer que le Département est de plus en plus sollicité.

Sauf que la majorité de Droite choisit ce contexte pour réduire de 5 % les effectifs et rogner au bas mot 10 millions par an sur des budgets utiles et attendus.

Ce n'est pas admissible.

Nous ne gérons pas une entreprise où le rendement est de mise. Nous sommes au contraire comptables de la couverture des besoins de première nécessité. C'est le sens du service public. Ne rien laisser passer : aucun appel à l'aide, aucun besoin d'accompagnement.

Et pour cela les marges existent. Tout est une question de choix et de priorités. Celles de la Droite sont visiblement ailleurs...